



REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION DE L'ANALYSE, DE LA PREVISION
ET DES STATISTIQUES (DAPS)



Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

**RAPPORT DE SYNTHÈSE
ATELIER D'ELABORATION D'UNE STRATEGIE DE MISE EN
ŒUVRE DU PNIA
21 au 23 FEVRIER 2012 – HOTEL NGOR DIARAMA**

Ce rapport est conçu avec l'appui du peuple américain à travers l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Il est rédigé par **Michel SECK** pour International Ressources Group (IRG).

07 Mars 2012

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	4
2. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ATELIER	4
3. PARTICIPANTS	5
4. METHODOLOGIE.....	5
5. DEROULEMENT DE L'ATELIER	6
5.1. Allocutions d'ouverture.....	6
5.2. Etat des lieux.....	7
5.3. Stratégie de mise en œuvre.....	16
5.4. Plan d'Actions 2012.....	22
6. CLOTURE DE L'ATELIER.....	30

ANNEXES :

Annexe 1: Termes de référence de l'atelier.....	31
Annexe 2 : Liste des documents présentés lors de l'atelier.....	33
Annexe 3 : Listes des participants	34

SIGLES ET ABREVIATIONS

CDSMT	Cadre de Dépenses Sectorielles à Moyen Terme
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DAPS	Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques
GAFSP	Global Agriculture and Food Security Program
PCE	Projet Croissance Economique
PDDAA	Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique
PI	Plan d'Investissement
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PRIA	Plan Régional d'Investissement Agricole
SNRASP	Système National de Recherches Agro Sylvo Pastoral
SAKSS	Strategic Analysis and Knowledge Support Systems
ReSAKSS	Réseau SAKSS
BCI	Budget Consolidé de l'Investissement
CT	Comité Technique
CP	Comité de Pilotage
FNDASP	Fonds National de Développement Agro-Sylvo-Pastoral
FANEA	Forum for Agricultural Policy Research in North East Asia
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTBA	Plan de Travail Budgétaire Annuel

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En Afrique de l'Ouest, le secteur agricole a longtemps souffert de sous-investissement. Avec les programmes d'ajustement structurel des années 1980, l'apport des partenaires techniques et financiers dans le secteur agricole a considérablement baissé. Malgré le regain d'intérêt manifesté pour le secteur par les institutions financières, au Sénégal le budget d'investissement de l'Etat est le principal instrument de financement de l'agriculture.

En 2003, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de l'Union africaine ont pris l'engagement de consacrer plus de ressources au secteur agricole (au moins 10% de leur budget), qui compte le plus grand nombre d'actifs. Ils ont décidé d'opérationnaliser leur stratégie d'actions pour la croissance agricole et la réalisation de la sécurité alimentaire à travers la mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

En Afrique de l'Ouest, les chefs d'Etats et de gouvernements de la CEDEAO ont adopté en janvier 2005 la politique agricole régionale (ECOWAP), comme cadre unique de mise en œuvre de cet engagement.

La mise en œuvre de l'ECOWAP intervient à deux niveaux. Au niveau régional, un plan régional d'investissement agricole (PRIA) a été conçu autour de mesures et d'instruments politiques. Celui-ci s'articule autour de trois grands axes : (i) intensification de la production et promotion des filières, (ii) régulation des marchés et promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional et (iii) réduction de la vulnérabilité alimentaire des populations les plus vulnérables. Au niveau national, chaque pays a élaboré son plan national d'investissement agricole (PNIA), traduisant ses priorités d'actions dans le secteur, avec des mesures de soutien et instruments politiques essentiellement axés vers l'intensification agricole.

En juin 2010, lors du Business Meeting de Dakar, les différents pays de la CEDEAO ont ainsi présenté leurs plans d'investissements nationaux, ainsi que le plan régional d'investissements. Cette rencontre a été suivie, dans les différents pays, de rencontres nationales (pour combler les gaps de financement des plans d'investissements nationaux). Des requêtes de financement ont également été adressées par certains pays auprès du GAFSP (Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire).

Il est prévue une équipe nationale de mise en œuvre du PNIA/PDDAA qui doit être au cœur de l'ensemble du processus du pays, mais aussi l'animateur central et gestionnaire principal du processus de mise en œuvre du PNIA/PDDAA. L'équipe doit jouer un rôle de coordination et de facilitation, et s'appuie sur diverses sources pour fournir l'appui technique et politique nécessaire. L'autorité de l'équipe nationale relève de la responsabilité du leadership de l'état. La principale responsabilité de l'équipe nationale est la coordination du processus de mise en œuvre et le S & E du PNIA.

2. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ATELIER

L'objectif général de l'atelier est de mettre en place une stratégie de mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA). Cet objectif général se décline en trois objectifs spécifiques:

- Partager sur l'état de mise en œuvre du PNIA
- Partager et discuter l'organigramme pour la coordination et le suivi/évaluation du PNIA

- Elaborer une stratégie de mise en œuvre du PNIA et un plan d'action pour 2012.

L'atelier visait les résultats clés suivants :

- Les contraintes de mise en œuvre du PNIA sont connues et des solutions proposées
- L'organigramme de coordination et de suivi évaluation est partagé
- Une stratégie de mise en œuvre du PNIA est élaborée
- Un plan d'action pour 2012 est élaboré.

3. PARTICIPANTS

L'atelier a enregistré trente cinq (35) participants représentant toutes les parties prenantes du programme. Cette participation a permis d'engager des échanges approfondis sur la mise en œuvre du programme, les contraintes rencontrées et les pistes d'amélioration envisageables.

Les représentants des départements ministériels concernés par le programme, en leur qualité de point focal et membre du comité technique restreint de formulation du PNIA, ont constitué la majorité des participants. Leur participation a permis de partager l'état des lieux sur la mise en œuvre des projets dans leur secteur et de mettre en exergue les contraintes de mise en œuvre mais également les bonnes pratiques.

La société civile a activement pris part aux échanges. Elle a indiqué son intérêt et engagement pour le programme, elle a fait le plaidoyer pour l'implication et l'information régulière des représentants de la société civile sur toutes les étapes de mise en œuvre du PNIA. Le secteur privé a été également convié et les acteurs ont plaidé pour son implication et contribution au financement du programme.

Enfin les partenaires techniques et financiers ont pris part à l'atelier, en l'occurrence le Projet Croissance Economique de l'USAID qui a appuyé la DAPS pour l'organisation de l'atelier. Le Manager de la composante 'Réformes des Politiques Agricoles' du PCE a pris part à toutes les sessions de l'atelier.

4. METHODOLOGIE

Les travaux de l'atelier ont été déclinés en trois étapes :

- l'état des lieux sur la mise en œuvre du PNIA
- la définition d'une stratégie de mise en œuvre du PNIA
- l'élaboration du plan d'actions 2012 pour la mise en œuvre du PNIA

Pour l'étape 1 portant état des lieux, des présentations introductives ont été réalisées par les points focaux des départements ministériels chargés des secteurs de la Pêche, de l'Elevage, de l'Environnement et de l'Agriculture et ont permis de dresser l'état de mise en œuvre de leurs projets,

Cette étape a été suivie par le partage de l'organigramme de mise en œuvre du PNIA proposé par la CDEAO.

L'étape 2 a porté sur la définition d'une stratégie de mise en œuvre du PNIA à travers notamment l'approfondissement des propositions issues de l'état des lieux.

Concernant la dernière étape portant sur l'élaboration du plan d'actions 2012, elle a permis d'identifier les actions prioritaires pour la mise en œuvre du PNIA et de définir les modalités pratiques de leur réalisation.

Pour chaque étape, les échanges ont alterné des sessions en plénière et des travaux de groupes. Deux groupes hétérogènes ont été formés avec une représentation équilibrée des différentes catégories d'acteurs. Ces groupes ont travaillé sur les mêmes termes de référence et ont désigné chacun un président de séance et un rapporteur.

5. DEROULEMENT DE L'ATELIER

5.1. Allocutions d'ouverture

Les allocutions d'ouverture ont été introduites par le représentant du Ministère de l'Agriculture et le Directeur Adjoint du Projet Croissance Economique de l'USAID.

Le représentant du Ministère de l'Agriculture

Le représentant du Ministère de l'Agriculture a procédé à l'ouverture officielle des travaux de l'atelier en remerciant les différents partenaires du programme de leur présence effective. Il a d'abord rappelé le processus de lancement officiel du PNIA par le gouvernement du Sénégal notamment par la mise en place du comité technique en Mai 2010 et l'adoption en décembre 2011 du Plan d'Investissement pour la période 2011-2015.

Il a indiqué que le Plan d'Investissement vient compléter les efforts entrepris par le Gouvernement du Sénégal pour faire jouer à l'agriculture un rôle majeur dans la croissance de l'économie, la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté à l'horizon 2015 et assurer une distribution plus équilibrée des activités agricoles entre les zones agro-écologiques, les régions et les collectivités locales.

Il a en outre rappelé l'importance accordée par les acteurs communautaires et nationaux à la mise en place d'un système de connaissance susceptible d'informer et de guider le processus de mise en œuvre des Programmes Nationaux d'Investissements Agricoles (PNIA) qui devra faciliter l'appropriation des outils et la pérennisation des analyses devant accompagner la mise en œuvre des PNIA. Il a indiqué que l'opérationnalisation du système visé exige d'une part la mobilisation de l'expertise disponible en vue de générer l'information et les connaissances nécessaires pour appuyer la mise en œuvre des programmes de développement agricole et rural et d'autre part assurer la gestion et la dissémination desdits produits.

Par ailleurs, il a indiqué que la fonctionnalité des systèmes nationaux et régionaux de suivi évaluation des programmes d'investissements agricoles reposant sur des nœuds nationaux SAKSS opérationnels est indispensable pour relever le défi d'une bonne mise en œuvre des programmes et que le « ReSAKSS Afrique de l'Ouest » est à disposition pour appuyer la mise en œuvre de la seconde phase du ReSAKSS.

Le représentant du Ministère de l'Agriculture a informé de l'effectivité de l'arrêté portant mise en place du comité de pilotage et a indiqué que celui portant création du comité technique est dans le circuit. Il a exhorté au nom du Ministre, l'ensemble des parties prenantes, à poursuivre la dynamique enclenchée en direction de l'opérationnalisation du PNIA.

Le Directeur adjoint du Projet Croissance Economique de l'USAID

Le Directeur adjoint a salué la tenue d'une rencontre d'échanges sur la mise en œuvre du PNIA et a indiqué toute la place et l'importance accordée par le PCE au partenariat multi acteurs qui est un axe stratégique de son intervention.

Le Directeur Adjoint du PCE a également indiqué que le PCE, après avoir fourni son appui à l'élaboration des documents de base du PNIA, était disposé à accompagner le comité technique restreint à l'organisation d'ateliers nationaux et régionaux sur le PNIA. Mais l'importance des aspects qui seront traités au cours de cet atelier a conduit à réajuster le programme d'appui pour emmener l'ensemble des acteurs à procéder d'abord à un état des lieux partagé sur l'état d'avancement du PNIA et d'identifier les conditions d'une mise en œuvre plus optimale permettant d'atteindre les résultats visés. A cet effet, il a exhorté l'ensemble des parties prenantes à renforcer la concertation avant de souhaiter plein succès aux travaux de l'atelier.

5.2. Etat des lieux

L'état des lieux sur la mise en œuvre du PNIA a été réalisé en trois étapes. Tout d'abord, les points focaux, membres du comité technique, ont présenté l'état d'avancement des projets dans leurs secteurs respectifs, présentations suivies de débats en plénière. Puis, le représentant de la DAPS a présenté l'organigramme proposé par la CEDEAO suivi des observations des participants. Enfin, les échanges préliminaires en plénière ont été approfondis en travaux de groupe.

5.2.1 Etat des lieux sur la mise en œuvre des projets PNIA au niveau des secteurs concernés

Les présentations ont été réalisées par les points focaux des départements ministériels chargés de l'**Agriculture**, de l'**Elevage**, de l'**Environnement** et de la **Pêche**. Elles ont porté pour l'essentiel sur la situation des projets (nouveaux et en cours) inscrits dans le PI (cf. annexe portant présentations).

Les différentes présentations font globalement ressortir des progrès dans les conditions générales de mise en œuvre des projets mais également mettent en exergue des contraintes lancinantes qui limitent la mise à l'échelle des initiatives en cours.

En ce qui concerne les progrès et conditions favorables, il s'agit notamment de :

- La signature de l'arrêté portant création du comité de pilotage
- Le lancement du processus d'approbation et de signature de l'arrêté portant création du comité technique
- La soumission d'une requête de financement au Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP)
- L'articulation des projets élaborés aux orientations stratégiques des secteurs concernés notamment aux Cadres de Dépenses Sectorielles à Moyen Termes (CDSMT)
- Existence de structures de suivi évaluation fonctionnelles avec d'importantes base de données qui peuvent servir au renseignement des indicateurs et à l'évaluation des performances dans le cadre de la mise en œuvre du PNIA.

Cependant plusieurs contraintes ont été identifiées comme facteur de lenteur voire de blocage dans la mise en œuvre des projets PNIA, il s'agit notamment de :

- Retard dans la mise en place du dispositif institutionnel (comité de pilotage, comité technique, validation de l'organigramme etc.)
- Faiblesse des financements mobilisés
- Modestie des moyens alloués dans le cadre du BCI
- Absence de guichets de financement pour certains projets
- Inadaptation des cadres d'intervention des bailleurs qui continuent à intervenir par l'approche projet au détriment de l'approche programme basée sur l'appui budgétaire
- Structures de suivi-évaluation parfois inexistantes ou peu opérationnelles du fait de l'absence de ressources de fonctionnement dédiées.

Suites à ces présentations qui établissent globalement la situation de mise en œuvre des projets PNIA dans les secteurs concernés, les participants ont formulé les principales observations suivantes :

- Les présentations réalisées n'établissent pas les liens qu'entretiennent les différents secteurs ;
- Faible visibilité des objectifs et résultats du PNIA ;
- Le retard dans la mise en place des organes (Comité de pilotage et comité technique) impacte sur la mobilisation des financements nécessaires ;
- Le cadre de rendement devait servir de cadre d'évaluation et d'état des lieux
- La société civile n'a pas été très impliquée dans l'exécution du PNIA, absence d'information de la part des sectoriels ;
- La continuité de l'approche projet n'entraîne aucun changement par rapport à la situation antérieure à la mise en œuvre du PNIA ;
- Il est nécessaire de partager les bonnes pratiques, l'expérience du secteur de la pêche doit être partagée
- A ce stade de mise en œuvre du PNIA, plusieurs défis ont été identifiés par les participants :
 - la disponibilité de l'expertise requise
 - l'amélioration et le renforcement des connaissances
 - l'amélioration de l'organisation
 - le financement des projets formulés
 - la collecte et le traitement des informations.

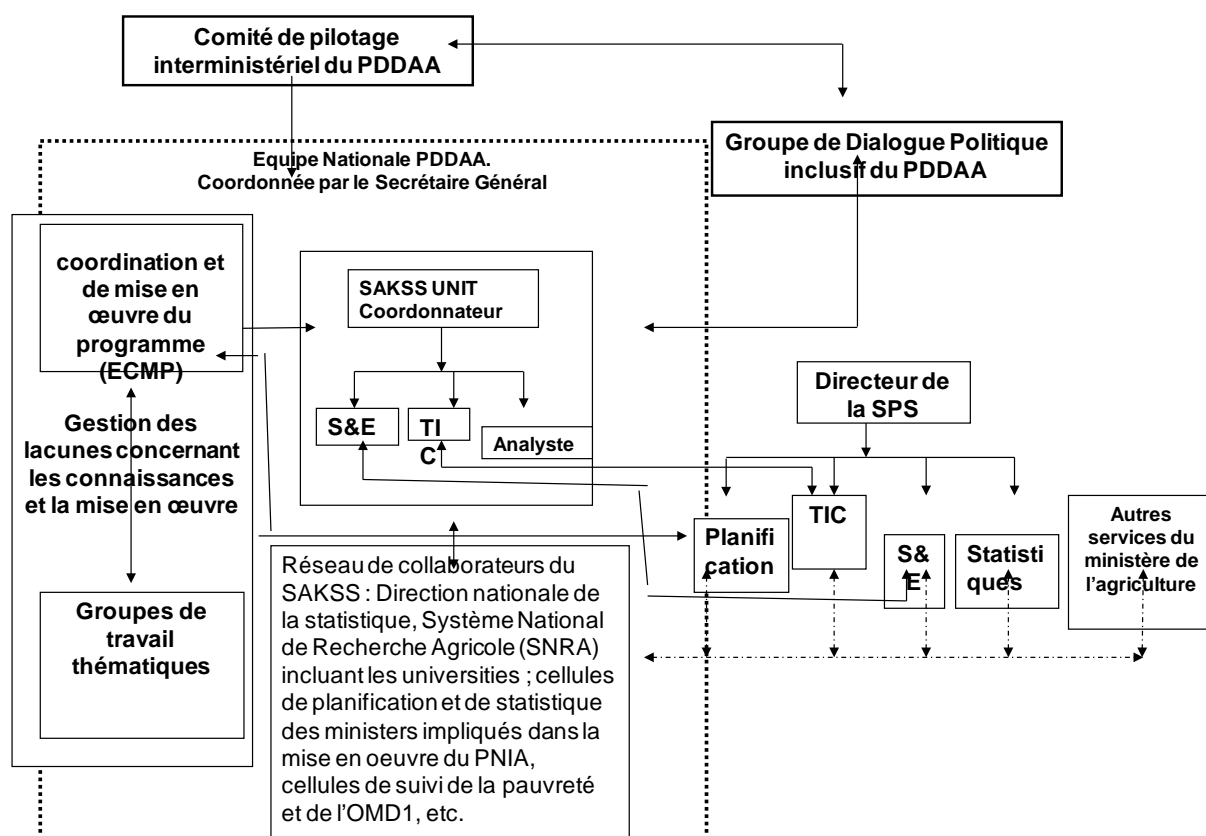
Les réponses et clarifications suivantes ont été apportées par l'équipe de la DAPS :

- Tout projet n'est pas PNIA, il ne faut pas faire la confusion entre les projets déroulés par les différents départements ministériels et ceux spécifiques au PNIA ; le PI dans son Tableau 3 / liste les projets concernés ainsi que leur coût ;
- Le PNIA est une capitalisation de projets et dispose d'un objectif global qui s'aligne au cadre sous régional ;
- La question de l'ancrage a été débattue à l'atelier de Diambour mais non vidée car absence de consensus
- La mise en place d'une structure en charge de la gestion des connaissances est une réelle avancée ;
- Il est nécessaire et urgent de rendre le dispositif de pilotage opérationnel pour permettre la prise en charge de la question du financement du PNIA
- Les partenaires techniques et financiers doivent se conformer à la déclaration de Paris et aux mécanismes institutionnels du Pacte PDDAA en adoptant l'approche appui budgétaire.

5.2.2 Présentation et discussions sur l'organigramme du PNIA

La DAPS a présenté l'organigramme proposé par la CEDEAO, dénommé celui de l'équipe nationale PDDAA, schématisé comme suit :

Organigramme de l'équipe nationale PDDAA



Suites à cette présentation, les participants ont émis les principales observations suivantes :

- La présentation ne met pas en exergue les éléments de discussion déjà entamés à la dernière rencontre sur l'organigramme
- Le modèle proposé par la CDEAO doit encore être clarifié car il apparaît complexe avec trop d'unités sans liaisons claires entre elles
- L'équipe nationale présentée fait ressortir des confusions de rôles
- L'architecture proposée par la CEDEAO est un modèle de référence qui peut servir de base aux pays qui doivent l'adapter à leur contexte et réalités
- Il est nécessaire d'adosser l'organigramme sur l'existant (structures et cadres actuels)
- Il est nécessaire de faire ressortir les missions de la société civile dans l'organigramme de mise en œuvre du PNIA
- Les arrêtés portant mise en place du comité de pilotage et du comité technique doivent être révisés pour prendre en compte les propositions issues des travaux de l'atelier
- Un organigramme simplifié est proposé par les participants.

5.2.3 Travaux de groupes

En vue d'approfondir l'état des lieux sur la mise en œuvre du PNIA, un premier travail de groupe, portant sur l'identification et l'analyse des contraintes de mise en œuvre du PNIA et propositions de solutions a été organisé. Les participants ont été repartis en deux groupes hétérogènes. Les échanges en groupes de travail devaient être déclinés autour des aspects clés suivants :

- mise en œuvre technique des projets
- mécanismes de financement
- organisation et relations fonctionnelles entre départements ministérielles concernées.

Les deux groupes ont formulé les propositions suivantes :

THEME	CONTRAINTES	SOLUTIONS
Suivi évaluation	Absence d'une structure de suivi évaluation fonctionnelle dans certains secteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de capacités (organisationnelles et humaines) des acteurs sectoriels en matière de S&E ; • Harmonisation des procédures de S&E ; • Mise en place de structures de S&E pour le PNIA au niveau sectoriel.
Organisation	Absence d'un organigramme fonctionnel pour la mise en œuvre du PNIA	<ul style="list-style-type: none"> • Simplifier et adapter l'organigramme au modèle PI et assurer l'implication des sectoriels; • Faire adopter officiellement l'organigramme par le comité de pilotage
	Instabilité institutionnelle, éclatement des départements ministériels	<ul style="list-style-type: none"> • Faire un plaidoyer pour la stabilité du département • Réhabiliter et consolider les fonctions de pilotage, de coordination et de suivi des structures
Pilotage/coordination/concertation	Faible coordination des projets et programmes du PNIA	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place effective des structures de coordination (CP, CT, SAKSS et points focaux) ; • Définir des modalités de travail de ces structures à travers l'adoption d'un règlement intérieur
	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un comité de pilotage fonctionnel et représentatif de tous les secteurs concernés par le PNIA • Absence de certains secteurs concernés dans le comité de pilotage 	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter les membres du comité de pilotage en y insérant les structures manquantes (Agriculture, Environnement, Hydrauliques) ; • Elaborer le manuel d'exécution du programme ; • Organiser la première rencontre du comité de pilotage • Mettre en place des mécanismes de concertation au sein des groupes d'acteurs impliqués dans le PNIA (Secteur privé, société civile etc.) pour assurer leur participation à la mise en œuvre du PNIA et prise en compte de leurs attentes dans les instances de décision (CP, CT)
	Insuffisance du portage politique	Rendre plus visible les finalités visées par le PNIA par des communications et en faire une priorité d'action dans l'agenda des départements ministériels concernés.
Financement	Difficultés de mobilisation des ressources financières	Définir un mécanisme de contrôle qualité pour assurer la conformité des projets soumis aux critères des bailleurs et leur validation technique
	Problèmes de ciblage des projets éligibles qui ont induit le rejet de la 1 ^{ère} requête	
	Méconnaissance des procédures et mécanismes de financement des bailleurs de fonds	Rencontrer les bailleurs de fonds intervenants dans le financement du PNIA pour l'information et la mise à niveau des acteurs sur leurs procédures
Appropriation	Faible appropriation du PNIA par les acteurs	Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication ciblée pour une meilleure appropriation des acteurs
Respect des principes	Une démarche projet encore prééminente	Adopter l'appui budgétaire comme mécanisme principal pour le financement du PNIA

THEMES	CONTRAINTES	PROPOSITIONS
Financement	Absence de mécanisme juridique pour recevoir les fonds	<ul style="list-style-type: none"> • Elargir le FNDASP au financement du PNIA • Etablir des passerelles entre le FNDAPS et les autres FONDS sectoriels (FNDASP, FOND GOANA, FONDSTAB, FOND D'APPUI A LA PECHE ARTISANALE)
	Non conformité de la première requête de financement avec les principes GAFPS	Se conformer aux procédures GAFPS et refaire une nouvelle requête
	Non traduction des idées de projets en document de projet	Rendre les composantes bancables
	Absence de contribution du secteur privé	Plaidoyer auprès du secteur privé pour respecter ses engagements de financement du PNIA souscrits par la signature du pacte
Pilotage et coordination	Retard dans la mise en place du dispositif institutionnel	- Mise en place du comité de pilotage et du comité technique par la signature de texte réglementaire - Tenue des réunions statutaires
	Problème de leadership entre département ministériel	Ministère de l'Agriculture, bras technique du PNIA
Instabilité institutionnelle	Emiettement du secteur agricole en plusieurs départements	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour la création d'un ministère du développement rural / PNIA • Favoriser les relations fonctionnelles entre ministères
Suivi évaluation	Problèmes d'harmonisation des documents de politique du secteur	Elaboration d'une stratégie unique du développement rural
	Absence de dispositif de suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Opérationnalisation du nœuds saks à travers le comité technique • Elaboration d'un manuel des procédures du PNIA
	Absence d'ordonnancement dans l'exécution des projets	Annualisation du PI
Procédures des PTF	Problèmes d'adaptation des cadres d'interventions des bailleurs de fonds/ Absence d'appropriation des outils de cadre budgétaire	Respect des engagements signés dans le cadre du pacte PDDAA
Appropriation	Problèmes d'appropriation – insuffisante adhésion des autorités ministérielles	Sensibilisation des autorités sectorielles/réunions sectorielles, organisation de forum, revue annuelle,
Communication	Non mise en œuvre du Plan de communication du PNIA	Partage du plan de communication et définition d'une stratégie de mise en œuvre
	Insuffisance de communication entre les sectoriels et les PTFs	Mise en place des mécanismes de concertation régulière

Suites à la restitution des travaux des groupes, les participants ont émis les observations et propositions suivantes :

- Elargir le FNDASP au financement du PNIA
- Recourir au FANEA pour le financement du PNIA et respecter la vocation de chaque instrument de financement
- Pallier à l'absence de financement du PNIA par le secteur privé
- Il est nécessaire d'utiliser l'expertise disponible au Ministère de l'Economie et des Finances pour rendre éligible et bancable les projets du PNIA

Veiller à un meilleur ciblage des besoins prioritaires pour éviter la concentration des interventions sur quelques zones et afin de favoriser le développement harmonieux. Des modifications et compléments ont été apportés en plénière aux propositions formulées par les groupes, le tableau ci-dessous fournit les propositions révisées et cumulées des deux groupes :

THEME	CONTRAINTES	PROPOSITIONS D'AMELIORATION
1. ORGANISATION	<ol style="list-style-type: none"> 1. Absence d'un organigramme fonctionnel pour la mise en œuvre du PNIA 2. Instabilité institutionnelle, éclatement des départements ministériels et dépouillement des directions techniques de leurs missions 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Simplifier et adapter l'organigramme au modèle PI et assurer l'implication des sectoriels 2. Elaborer le manuel d'exécution du programme 3. Faire adopter officiellement l'organigramme par le comité de pilotage. 4. Faire un plaidoyer pour la stabilité du département en charge de l'agriculture 5. Réhabiliter et consolider les fonctions de pilotage, de coordination et de suivi des structures
2. PILOTAGE/ COORDINATION/ CONCERTATION	<ol style="list-style-type: none"> 3. Retard dans la mise en place du dispositif institutionnel 4. Problème de leadership entre département ministériel 5. Absence d'un comité de pilotage fonctionnel 6. Absence de certains secteurs concernés dans le comité de pilotage 7. Emission du secteur agricole en plusieurs départements 8. Insuffisance du portage politique 	<ol style="list-style-type: none"> 6. Mise en place du comité de pilotage et du comité technique par la signature de texte réglementaire 7. Tenue des réunions statutaires 8. Positionner le Ministère en charge l'Agriculture comme bras technique du PNIA 9. Organiser la première rencontre du comité de pilotage 10. Compléter les membres du comité de pilotage en y insérant les structures manquantes (Agriculture, Environnement, Hydrauliques) 11. Faire le plaidoyer pour la création d'un ministère du développement rural / PNIA 12. Favoriser les relations fonctionnelles entre ministères 13. Rendre plus visible les finalités visées par le PNIA par des communications et en faire une priorité d'action dans l'agenda des départements ministériels concernés. 14. Mettre en place des mécanismes de concertation au sein des groupes d'acteurs impliqués dans le PNIA (Secteur privé, société civile etc.) pour assurer leur participation à la mise en œuvre du PNIA et prise en compte de leurs attentes dans les instances de décision (CP, CT etc.) 15. Faire du PNIA une priorité d'action dans l'agenda des départements ministériels concernés
3. SUIVI EVALUATION	<ol style="list-style-type: none"> 9. Absence d'une structure de suivi évaluation fonctionnelle dans certains secteurs 10. Absence de dispositif de suivi évaluation 11. Problèmes d'harmonisation des documents de politique du secteur 12. Absence d'ordonnement dans l'exécution des projets 	<ol style="list-style-type: none"> 16. Mise en place de structures de S&E pour le PNIA au niveau sectoriel 17. Renforcement de capacités (organisationnelles et humaines) des acteurs sectoriels en matière de S&E 18. Opérationnalisation du nœuds Sakss à travers le comité technique 19. Harmonisation des procédures de S&E 20. Elaboration d'une stratégie unique du développement rural 21. Elaboration d'un manuel des procédures du PNIA 22. Annualisation du PI
	<ol style="list-style-type: none"> 14. Absence de mécanisme juridique pour recevoir les fonds 15. Non conformité de la première requête de financement avec les principes GAFPS 16. Non traduction des idées de projets en 	<ol style="list-style-type: none"> 23. Elargir le FNDASP au financement du PNIA 24. Se conformer aux procédures GAFPS et refaire une nouvelle requête 25. Définir un mécanisme de contrôle qualité pour assurer la conformité des projets soumis aux critères et conditions des bailleurs 26. Rendre les composantes bancables

THEME	CONTRAINTES	PROPOSITIONS D'AMELIORATION
4. FINANCEMENT	<p>document de projet</p> <p>17. Difficultés de mobilisation des ressources financières</p> <p>18. Problèmes de ciblage des projets éligibles qui ont induit le rejet de la 1ere requête</p> <p>19. Absence de contribution du secteur privé</p> <p>20. Méconnaissance des procédures et mécanismes de financement des bailleurs de fonds</p> <p>21. Problèmes d'adaptation des cadres d'interventions des bailleurs de fonds/ Absence d'appropriation des outils de cadre budgétaire</p>	<p>27. Etablir des passerelles entre le FNDAPS et les autres FONDS sectoriels (FNDASP, FOND GOANA, FONDSTAB, FOND D'APPUI A LA PECHE ARTISANALE)</p> <p>28. Faire un plaidoyer auprès du secteur privé pour respecter ses engagements de financement du PNIA souscrits par la signature du pacte</p> <p>29. Rencontrer les bailleurs de fonds intervenants dans le financement du PNIA pour l'information et la mise à niveau des acteurs sur leurs procédures</p> <p>30. Faire respecter les engagements souscrits pas les bailleurs dans le cadre du pacte PDDAA</p>
5. APPROPRIATION	<p>22. Faible appropriation du PNIA par les acteurs qui méconnaissent pour la grande majorité ses mécanismes de mise en œuvre</p> <p>23. adhésion insuffisante des autorités ministérielles</p>	<p>31. Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication ciblée pour une meilleure appropriation des acteurs</p> <p>32. Sensibiliser les autorités sectorielles par l'organisation de réunions sectorielles, de forum et revue annuelle</p>
6. COMMUNICATION	<p>24. Absence de mise en œuvre du Plan de communication du PNIA</p> <p>25. Communication insuffisance entre les sectoriels et les PTFs</p>	<p>33. Partage du plan de communication et définition d'une stratégie de mise en œuvre</p> <p>34. Mise en place des mécanismes de concertation régulière entre les acteurs du PNIA</p>
7. RESPECT DES PRINCIPES	<p>26. Une démarche projet encore prééminente</p>	<p>35. Adopter l'appui budgétaire comme mécanisme principal pour le financement du PNIA</p>

5. 3. Stratégie de mise en œuvre

L'étape 2 de l'atelier a consisté à l'identification des contraintes spécifiques à la mise en œuvre de la stratégie du programme et à proposer les pistes de solutions. Ainsi, partant des travaux réalisés dans l'étape 1 portant état des lieux, les deux groupes ont été maintenus et ont approfondi l'analyse des contraintes et formuler des propositions dans les thématiques clés suivantes :

- organisation
- synergie
- recherche de financement
- respect des principes définis etc.

5. 3.1. Travaux de groupes

Les deux groupes de travail ont formulé les propositions suivantes :

THEMES	CONTRAINTES	PROPOSITIONS	COMMENT/STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
Organigramme (adaptation de l'organigramme au PI)	Multiplicité des organes au niveau de l'organigramme CEDEAO	Considérons les groupes de travail thématiques et le groupe de dialogue politique de l'Ecowap/PDDAA comme des fonctions du comité technique	<ul style="list-style-type: none"> • Reprendre l'arrêté du Comité technique pour prendre en compte les différentes fonctions, le partager avec les différentes structures concernées • Faire un arrêté primatorial pour mettre en place le comité de pilotage intégrant les structures manquantes
	Confusion des fonctions des différents organes de l'organigramme CEDEAO	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption de la proposition PI : comité de pilotage et comité technique (DAPS et Structures de planification sectorielles). • Réactualisation des fonctions à la demande • NB : Le SAKSS est une fonction assurée par le comité technique 	
Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Approche projet : difficulté de mobilisation des fonds, pas de lisibilité au niveau de l'Etat ; multiplicité des approches (bailleurs de fonds) • Multiplicité des fonds 	Approche appui budgétaire associée à un Dialogue politique qui prend en compte la recherche de financement et le suivi de son exécution.	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place du fond PNIA • Elaboration des manuels de procédures administratif et financière du PNIA
Synergie entre les programmes	Problèmes d'harmonisation des documents de politiques	Création de relations fonctionnelles entre les structures	Elaboration d'une stratégie unique du développement rural

Etape 2 / Stratégie de mise en œuvre du PNIA

Propositions du groupe 2

THEMES	CONTRAINTES	PROPOSITIONS/STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE
Organisation (comité de pilotage et comité technique)	Omission de certains secteurs dans l'arrêté	Elaborer un nouvel arrêté pour compléter les membres du CP
	Architecture proposée (CEDEAO) lourde et complexe	Simplifier et mettre en cohérence l'organigramme global en impliquant toutes les parties prenantes
	L'arrêté sur le comité technique en cours de signature pose des problèmes de fonctionnalité de l'organigramme proposé par la CEDEAO	<ul style="list-style-type: none"> Retirer l'arrêté du circuit de la validation Organiser une rencontre sur la validation technique de l'organigramme : le groupe propose un organigramme cible à verser dans les débats à venir
Financement	Retard dans la mise en œuvre des projets du fait de la non mobilisation des ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> Rendre opérationnel le dispositif institutionnel de mise en œuvre du PNIA par la mise en œuvre effective des instances de mise en œuvre du PNIA
	Absence de stratégie de mobilisation des fonds	<ul style="list-style-type: none"> Organiser le suivi des engagements souscrits par les PTF lors du business meeting pour la mobilisation effective des ressources financières Organiser des rencontres avec les PTF pour échanger sur les conditions de financement
	Faibles capacités des acteurs en fund-raising	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités de l'équipe technique chargée de la mise en œuvre du PNIA en fund-raising
Synergie	Prédominance des priorités sectorielles au détriment d'une approche transversale et multisectorielle	Adopter une approche programme et décliner les projets en tenant compte de la transversalité
	Des instruments et cadres de suivi évaluation très hétéroclites	Harmoniser les instruments de planification et de suivi évaluation des politiques sectorielles

Les propositions issues des deux groupes ont été harmonisées et déclinées en un seul tableau, comme suit :

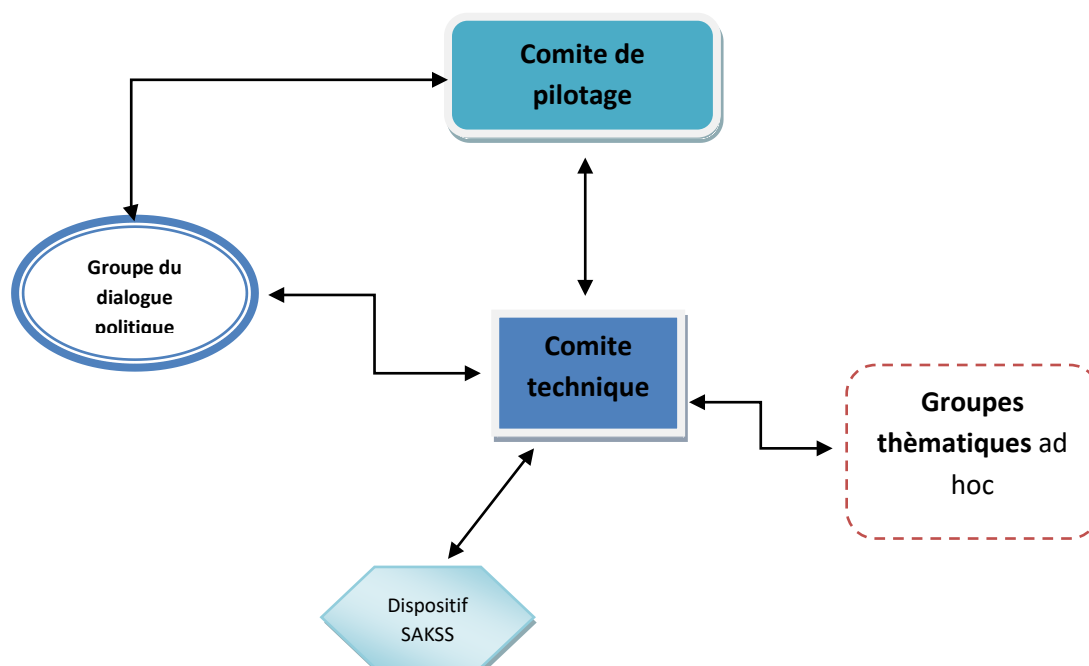
THEMES	CONTRAINTES	PROPOSITIONS/STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE
1. ORGANIGRAMME	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'arrêté de mise en place du Comité de Pilotage omet plusieurs départements sectoriels membres 2. L'architecture organisationnelle proposée par la (CEDEAO) pour le comité technique est lourde et complexe : <ol style="list-style-type: none"> a. multiplicité des organes b. Confusion des fonctions des différents organes 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réviser l'arrêté du Comité de Pilotage pour compléter les membres omis 2. Simplifier et mettre en cohérence l'organigramme proposé par la CEDEAO 3. Retirer l'arrêté portant Comité Technique et élaborer une nouvelle version basé sur l'organigramme simplifié proposé par le groupe de formulation (cf. : organigramme et texte explicatif) 4. Organiser des échanges de validation technique des nouvelles versions des arrêtés portant CP et CT avec l'ensemble des acteurs du groupe de formulation avant leur introduction dans le circuit d'approbation
2. FINANCEMENT	<ol style="list-style-type: none"> 3. Approche projet : difficulté de mobilisation des fonds, pas de lisibilité au niveau de l'Etat ; multiplicité des approches (bailleurs de fonds) 4. Multiplicité des fonds 5. Retard dans la mise en œuvre des projets du fait de la non mobilisation des ressources financières 6. Absence de stratégie de mobilisation des fonds 7. Faibles capacités des acteurs en fundraising 	<ol style="list-style-type: none"> 5. Mise en place du fond PNIA basé sur l'approche appui budgétaire associée à un dialogue politique qui prend en compte la recherche de financement et le suivi de son exécution 6. Elaboration des manuels de procédures administratif et financière du PNIA 7. Rendre opérationnel le dispositif institutionnel de mise en œuvre du PNIA par la mise en œuvre effective des instances de mise en œuvre du PNIA 8. Organiser le suivi des engagements souscrits par les PTF lors du business meeting pour la mobilisation effective des ressources financières 9. Organiser des rencontres avec les PTF pour échanger sur les conditions de financement 10. Renforcer les capacités de l'équipe technique chargée de la mise en œuvre du PNIA en fundraising
3. SYNERGIE	<ol style="list-style-type: none"> 8. Difficultés d'harmonisation des documents de politiques sectorielles 9. Des instruments et cadres de suivi évaluation très hétéroclites 10. Prédominance des priorités sectorielles au détriment d'une approche transversale et multisectorielle 	<ol style="list-style-type: none"> 11. Harmoniser les instruments de planification et de suivi évaluation des politiques sectorielles 12. Adopter une approche programme et décliner les projets en tenant compte de la transversalité 13. Développer les relations fonctionnelles entre les structures 14. Elaboration d'une stratégie unique du développement rural

Après la restitution des travaux des groupes, les échanges entre participants ont mis l'accent sur l'organigramme de mise en œuvre du programme notamment la nécessité de prendre en charge les groupes thématiques et le dialogue politique comme des entités distinctes du comité de pilotage et du comité technique.

Par ailleurs, les participants ont indiqué que l'adoption d'un organigramme adapté aux réalités du pays permettra de finaliser les arrêtés portant mise en place des organes chargés du pilotage et de la coordination du PNIA.

Ainsi l'organigramme suivant a été adopté par l'ensemble des parties prenantes :

Organigramme de mise en œuvre du PNIA



➔ Le Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage est composé des représentants de la Primature, des ministères en charge de l'Economie, des Finances, des Affaires étrangères, de l'agriculture, des infrastructures, des collectivités locales, de la recherche, de la transformation des produits agricoles, de l'Environnement, de l'Elevage, de l'Economie Maritime et du Commerce. Il comprend aussi des représentants des organisations des producteurs, de la société civile, du secteur privé et des PTF.

Il est chargé entre autres de (i) vérifier le respect des dispositions des différents protocoles entre les parties prenantes, (ii) d'approuver les PTBA présentés par l'Unité technique ; (iii) de commander les audits techniques et financiers des activités de l'Unité technique ; (iv) d'apprécier et d'approuver les rapports d'activités ; (v) d'assurer le dialogue politique ; (vi) de faciliter et d'encourager les échanges avec les autres pays et les institutions régionales et internationales ; (vii) de faciliter l'accès aux données pertinentes aux chercheurs et à tous ceux qui travaillent sur le développement de l'agriculture dans le pays, (viii) d'appuyer la collaboration dans la production et la diffusion des données et des informations tout en garantissant l'accès au savoir et aux produits.

➤ Le Comité Technique

Le Comité technique, coordonné par la DAPS, est l'organe de coordination chargée de la mise en œuvre du PNIA. Il s'appuie sur les points focaux des ministères et structures concernés, sur le dispositif du SAKSS et en cas de besoin sur des groupes thématiques ad hoc.

Il doit (i) veiller à la planification des programmes éligibles ; (ii) suivre l'exécution des projets et programmes éligibles au PNIA ; (iii) faire la revue annuelle des rapports d'activités et celle des programmes et des recommandations sur les priorités sous-jacentes par rapport à la réalisation des objectifs nationaux du PDDAA ; (iv) évaluer régulièrement les effets des résultats des programmes exécutés ; (v) identifier les opportunités et contraintes d'amélioration des effets des programmes ; (vi) suivre les impacts environnementaux des programmes éligibles.

Les points focaux sont constitués de structures en charge du développement rural et sont les répondants du comité technique. Ils ont la charge de suivre scrupuleusement la mise en œuvre du PNIA et de travailler étroitement avec les représentants du dispositif du SAKSS. Ils doivent travailler dans les cellules de planification en vue d'améliorer la qualité de collecte, d'analyse et de stockage des données, et de les rendre accessibles dans un souci de cohérence au niveau sectoriel.

Le point focal aura un cahier de charges qui lui servira de contrat de performance.

↳ Le dispositif du SAKSS (mécanisme de suivi-évaluation du programme)

Il s'appuie sur les cellules de planification des ministères en charge du développement rural et a pour mission de mesurer les progrès réalisés par rapport aux objectifs de l'ECOWAP et du PDDAA à travers un système de suivi-évaluation performant.

Ce système sera alimenté par les données collectées régulièrement et porteront sur les cultures, l'élevage, la pêche continentale et maritime, les ressources naturelles, mais aussi la valorisation des produits du primaire ainsi que les infrastructures rurales, les revenus des producteurs ruraux, les effets du PI sur la sécurité alimentaire de même que la nutrition, les comptes nationaux ainsi que toutes autres informations pouvant aider à documenter la mise en œuvre du PI et ses impacts économiques, sociaux et environnementaux à l'échelle tant macro, méso que micro. Il sera complété par un dispositif de veille qui appuiera les processus de prise de décision. Périodiquement, des évaluations de l'efficacité et de l'impact du PI seront conduites.

↳ Les Groupes Thématiques ad hoc

Ces groupes peuvent regrouper le personnel des services et agences du ministère de l'agriculture et d'autres ministères concernés, les institutions de recherche (INRA, universités, ONG. etc.) et les fournisseurs de données (institut national de statistique, etc.), les représentants des producteurs et de la société civile et les autres acteurs concernés par la mise en œuvre du PNIA. Ils seront contractés en cas de besoin par le comité et auront pour tâche de (i) faire la revue périodique de la mise en œuvre du PNIA et identifier les aspects à améliorer, qu'ils soient opérationnels ou liés à la génération et l'utilisation des connaissances, afin d'assurer le succès du programme et (ii) élaborer des agendas de recherche et d'analyse pour prendre en charge les lacunes identifiées, soit au cours de la mise en œuvre, soit par anticipation.

➤ Le Groupe de Dialogue Politique de l'ECOWAP/PDDAA

Il est en relation avec le Comité de pilotage et le comité technique et est chargé de (i) faire la revue périodique de la mise en œuvre du PNIA et identifier les aspects à améliorer afin d'assurer le succès du programme. Ils doivent fournir aux autorités publiques un feedback de la base sur la mise en œuvre du PNIA et (ii) donner leurs points de vue dans la hiérarchisation des priorités d'investissements agricoles dans le cadre du PNIA.

Il est composé par les représentants des producteurs et de la société civile, les représentants du secteur privé et les représentants de l'administration et des partenaires au développement. Ce groupe sera animé par la société civile.

5. 4. Plan d'Actions 2012

Pour l'élaboration du plan d'actions 2012, les travaux de groupes ont porté sur l'identification des activités prioritaires à mettre en œuvre au cours de l'année 2012 pour :

- finaliser le dispositif institutionnel : arrêtés portant sur les organes du PNIA (CP et CT) et définition des modalités de mise en place du groupe de politique et des groupes thématiques
- mettre en place et faire fonctionner effectivement les organes du programme : élaboration de plan de travail et budgétaire, désignation formelle des points focaux, mobilisation des ressources nécessaires au fonctionnement des organes, mise en œuvre et animation continue du PNIA
- élaborer les documents de référence pour la mise en œuvre du programme (Manuel des procédures techniques, financières et administratives)
- permettre la mobilisation des financements du programme.

Les groupes ont formulé les propositions suivantes :

Etape 3 / Plan d'actions 2012 / Propositions Groupe 1

AXES	ACTIVITES PRIORITAIRES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	ACTEURS A IMPLIQUER	ECHEANCE	RESSOURCES
Mise en place d'un dispositif institutionnel fonctionnel	Réviser et remplacer les textes portant création du Comité de Pilotage et du Comité Technique par des arrêtés primatoriaux	DAPS	- Sectoriels impliqués - Président du comité de pilotage	30 Avril 2012 (délai de révision 31 Mars)	Ressources humaines
	Finaliser et valider l'organigramme	DAPS	- Sectoriels impliqués - Comité de Pilotage	30 Avril 2012 (délai de finalisation 15 Mars)	Ressources humaines
	Préparer le décret portant création organisation et fonctionnement du Fonds PNIA	DAPS/DCEF	- Sectoriels impliqués - Comité de Pilotage	30 juin 2012 (sous réserve d'un agrément par l'autorité 15 Avril 2012)	Ressources financières (Réunions comité technique, atelier de validation, consultants)
Mise en place et fonctionnement effectif des organes du programme	Organiser au moins deux réunions statutaires du comité de pilotage	Président du CP/DAPS	Comité de pilotage	- Première réunion au plus tard 31 mars 2012, - Deuxième réunion au plus tard 30 novembre 2012	Frais d'organisation
	Organiser au moins 4 réunions statutaires du comité technique	DAPS	Sectoriels impliqués	Mars, Juin, Septembre et décembre 2012	Frais d'organisation des réunions
	Elaborer un plan de travail annuel budgétisé (coordination)	DAPS	Comité technique	31 Mars 2012	PM réunion CT
	Designier ou confirmer de façon officielle les points focaux	DAPS	Sectoriels impliqués	15 mars 2012	
	Mettre en place un groupe de dialogue politique et social	Rafao	Société civile, secteur privé, OP,	31 mars 2012	Frais d'organisation des rencontres

AXES	ACTIVITES PRIORITAIRES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	ACTEURS A IMPLIQUER	ECHEANCE	RESSOURCES
	Mobiliser les ressources nécessaires au fonctionnement des organes	DAPS	Sectoriels impliqués	31 Mars 2012	
Elaboration des documents de gestion du programme	Elaborer des manuels des procédures techniques, financières et administratives	DAPS	Comite technique Partenaires technique et financiers	Juin 2012	Consultants, ateliers de validation
	Actualiser le plan de communication	DAPS	Comite technique	Juin 2012	Consultant
Mobilisation des financements du programme	Rendre les projets bancables	DAPS/CEP	Sectoriels	Juillet 2012	Consultants (assistants techniques)
	Prioriser les projets bancables à soumettre aux PTFs	DAPS/CEP	sectoriels	Avril 2012	
	Organiser des rencontres d'information avec les bailleurs	DAPS	Sectoriels	Juin 2012	
	Tenir une table ronde sur le financement du PNIA	DAPS	Comite technique	Décembre 2012	Frais d'organisation

Etape 3 / Plan d'actions 2012 / Propositions Groupe 2

AXES	ACTIVITES PRIORITAIRES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	ACTEURS IMPLIQUES	PERIODE	RESSOURCES
Mise en place d'un dispositif institutionnel fonctionnel	Finaliser l'organigramme propose lors de l'atelier pour la mise en œuvre du PNIA	DAPS	Membres du Comite Technique Restreint du PNIA	Mars 2012	Néant
	Mettre à jour (révision des versions actuelles) les arrêtés portant mise en place du CP et CT et validation	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comite Technique Restreint du PNIA • Comite de pilotage 	Mars 2012	Néant
	Définir et proposer les modalités de mise en œuvre du dialogue politique et des groupes thématiques	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comite Technique Restreint du PNIA • Comite de pilotage 	Mars 2012	Néant
Mise en place et fonctionnement effectif des organes du programme	Prendre les actes de nominations des points focaux et membres du CT	Ministère de l'Agriculture et autres départements ministériels et structures concernés		Avril –Mai 2012	Néant
	Elaborer et valider le PTBA 2012 du CT	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comite Technique • Comite de pilotage 	Juin 2012	Néant
	Organiser une rencontre de partage du PTBA et de mobilisation des ressources	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comite Technique • Un représentant du CP • Les PTF cibles 	Juin 2012	
	Mettre en place la logistique	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comite Technique 	Second semestre 2012	<ul style="list-style-type: none"> • Appui institutionnel des PTF
	Mettre en place le personnel d'appui technique	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comite Technique • PTF 	Second semestre 2012	<ul style="list-style-type: none"> • Appui institutionnel des PTF

AXES	ACTIVITES PRIORITAIRES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	ACTEURS IMPLIQUES	PERIODE	RESSOURCES
Elaboration des documents de référence du programme	Elaborer et approuver le Manuel des Procédures techniques, administratives et financières	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comité Technique • PTF • CP • Consultants 	Second semestre 2012	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement d'un expert consultant
	Elaborer la stratégie et le plan de communication du PNIA	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comité Technique • PTF • CP • Consultants 	Second semestre 2012	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement d'un expert consultant
Mobilisation des financements du programme	Rencontrer les bailleurs de fonds intervenant dans le financement du PNIA	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comité Technique • PTF 	Juillet 2012	
	Elaborer et soumettre les requêtes de financement	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du Comité Technique • PTF 	Troisième Trimestre 2012	
	Faire un plaidoyer pour le respect des engagements de la part du budget de l'Etat réservé au PNIA.	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • CP • Groupe dialogue politique • PTF 	Second semestre 2012	
	Inscrire le budget de fonctionnement du PNIA dans le BCI 2013	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> • CP • CT • Groupe dialogue politique 	A partir d'avril 2012	

Etape 3 / Plan d'actions 2012 cumulé Groupe 1 et Groupe 2

AXES	ACTIVITES PRIORITAIRES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	ACTEURS A IMPLIQUER	ECHEANCE	RESSOURCES
Mise en place d'un dispositif institutionnel fonctionnel	Réviser et remplacer les textes portant création du Comité de Pilotage et du Comité Technique par des arrêtés primatoriaux	DAPS	- Sectoriels impliqués - Président du comité de pilotage	30 Avril 2012 (délai de révision 31 Mars)	Ressources humaines
	Finaliser et valider l'organigramme	DAPS	- Sectoriels impliqués - Comité de Pilotage	30 Avril 2012 (délai de finalisation 15 Mars)	Ressources humaines
	Préparer le décret portant création organisation et fonctionnement du Fonds PNIA	DAPS/DCEF	- Sectoriels impliqués - Comité de Pilotage	30 juin 2012 (sous réserve d'un agrément par l'autorité 15 Avril 2012)	Frais d'organisation (Réunions comité technique, atelier de validation, consultants)
Mise en place et fonctionnement effectif des organes du programme	Organiser au moins deux réunions statutaires du comité de pilotage	Président du CP/DAPS	Comité de pilotage	- Première réunion au plus tard 31 mars 2012, - Deuxième réunion au plus tard 30 novembre 2012	Frais d'organisation
	Organiser au moins 4 réunions statutaires du comité technique	DAPS	Sectoriels impliqués	Mars, Juin, Septembre et décembre 2012	Frais d'organisation des réunions
	Elaborer et valider un plan de travail annuel budgétisé 2012 du Comité technique	DAPS	Comité technique, Comité de pilotage	31 Mars 2012	
	Prendre les actes de nominations des points focaux et membres du CT	DAPS	Membres du Comité technique	15 mars 2012	

AXES	ACTIVITES PRIORITAIRES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	ACTEURS A IMPLIQUER	ECHEANCE	RESSOURCES
	Mettre en place un groupe de dialogue politique et social	Rafao	Société civile, secteur prive, OP,	31 mars 2012	Frais d'organisation des rencontres
	Mobiliser les ressources nécessaires au fonctionnement des organes	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> Membres du Comite Technique Un représentant du Comite de pilotages Les PTF cibles 	31 Mars 2012	
	Mettre en place le personnel d'appui technique du Sakss	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> Membres du Comite Technique PTF 	Juin 2012	<ul style="list-style-type: none"> Appui institutionnel des PTF
Elaboration des documents de gestion du programme	Elaborer des manuels des procédures techniques, financières et administratives	DAPS	Comite technique Partenaires technique et financiers	Juin 2012	Frais d'organisation (Consultants, ateliers de validation)
	Elaborer la stratégie et le plan de communication du PNIA	DAPS	Comite technique, CP, consultant	Juin 2012	Frais d'organisation (Consultant)
Mobilisation des financements du programme	Prioriser les projets bancables à soumettre aux PTFs	DAPS/CEP	sectoriels	Avril 2012	
	Rendre les projets bancables	DAPS/CEP	Sectoriels	Juillet 2012	Frais d'organisation (Consultants (assistants techniques))
	Organiser des rencontres d'information avec les bailleurs pour soumission de requête.	DAPS	Sectoriels	Juin 2012	
	Faire un plaidoyer pour le respect des engagements de la part du budget de l'Etat réservé au PNIA.	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> Comite de Pilotage Groupe dialogue politique PTF 	Juin 2012	
	Inscrire le budget de fonctionnement du PNIA	DAPS	<ul style="list-style-type: none"> Comité de Pilotage Comité Technique 	Fin avril 2012	

AXES	ACTIVITES PRIORITAIRES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	ACTEURS A IMPLIQUER	ECHEANCE	RESSOURCES
	dans le BCI 2013		<ul style="list-style-type: none"> Groupe dialogue politique 		
	Tenir une table ronde sur le financement du PNIA	DAPS	Comite technique, PTFs	Décembre 2012	Frais d'organisation

Suites à la restitution des travaux des groupes, les échanges entre les participants ont mis en exergue la pertinence des actions prioritaires identifiées par les deux groupes pour mettre en œuvre le programme au cours de l'année 2012.

Les échanges ont également insisté sur les recommandations clés suivantes :

- Faire de la mobilisation des fonds pour le financement du PNIA une priorité du Comité de Pilotage
- Définir une stratégie pour impliquer le secteur privé dans le financement du PNIA
- Corriger les deux arrêtés portant mise en place du comité de pilotage et du comité technique pour intégrer les nouvelles propositions formulées par toutes les parties prenantes concernant l'organigramme du PNIA.

6. CLOTURE DE L'ATELIER

La séance de clôture a donné lieu à quatre brèves interventions, celle du représentant de la société civile, du représentant du secteur privé, du Directeur adjoint du PCE et du Coordonnateur de la Cellule Etudes et Planification (CEP) du Ministère de la Pêche.

Madame la représentante de la société civile a dit toute sa satisfaction sur le déroulement des travaux de l'atelier et la participation des différentes catégories d'acteurs impliquées dans la mise en œuvre du PNIA. Elle a fait le plaidoyer de voir la société civile jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du programme et bénéficier également de financement de projets spécifiques.

Le représentant du secteur privé a quant à lui indiqué tout l'intérêt qu'il porte à cet important programme qui est générateur de ressources pour le secteur privé notamment à travers la mise en œuvre des projets. Il a indiqué que le secteur privé est disponible à prendre une part active au programme d'exécution du PNIA.

Le Directeur adjoint du PCE tout en saluant la qualité des travaux au cours des trois jours, a suggéré de tenir compte des leçons du passé pour inspirer les actions à entreprendre. Il a indiqué que le secteur agricole est un secteur particulier et qu'il ne se résume pas à une affaire technique et scientifique mais plutôt de cultures et d'agriculteurs. Pour lui, l'expertise externe est très importante mais elle ne doit pas se substituer à l'expertise interne, celle des cibles directes. Il a en outre indiqué qu'il faut éviter que la seule volonté des bailleurs dicte le choix des projets à mener, et pour cela il est nécessaire de disposer d'une capacité de conception et d'analyse pour justifier les options prises. Le bailleur de fond est un accompagnateur et non un initiateur a-t-il conclu.

Le Coordonnateur de la Cellule Etudes et Planification (CEP) du Ministère de la Pêche, au nom de tous les membres du comité technique restreint, a remercié l'ensemble des participants pour la qualité des échanges et la pertinence des propositions formulées. Il a exhorté à une mise en œuvre diligente du plan d'actions 2012 et a souhaité que la DAPS puisse en sa qualité de capitaine d'équipe réussir la mission qui lui est assignée avant de déclarer clos les travaux de l'atelier.

Annexe 1: Termes de référence de l'atelier

1. Contexte et justification

En Afrique de l'Ouest, le secteur agricole a longtemps souffert de sous-investissement. Avec les programmes d'ajustement structurel des années 1980, l'apport des partenaires techniques et financiers dans le secteur agricole a considérablement baissé. Malgré le regain d'intérêt manifesté pour le secteur par les institutions financières, au Sénégal le budget d'investissement de l'Etat est le principal instrument de financement de l'agriculture.

En 2003, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de l'Union africaine ont pris l'engagement de consacrer plus de ressources au secteur agricole (au moins 10% de leur budget), qui compte le plus grand nombre d'actifs. Ils ont décidé d'opérationnaliser leur stratégie d'actions pour la croissance agricole et la réalisation de la sécurité alimentaire à travers la mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

En Afrique de l'Ouest, les chefs d'Etats et de gouvernements de la CEDEAO ont adopté en janvier 2005 la politique agricole régionale (ECOWAP), comme cadre unique de mise en œuvre de cet engagement.

La mise en œuvre de l'ECOWAP intervient à deux niveaux. Au niveau régional, un plan régional d'investissement agricole (PRIA) a été conçu autour de mesures et d'instruments politiques. Celui-ci s'articule autour de trois grands axes : (i) intensification de la production et promotion des filières, (ii) régulation des marchés et promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional et (iii) réduction de la vulnérabilité alimentaire des populations les plus vulnérables. Au niveau national, chaque pays a élaboré son plan national d'investissement agricole (PNIA), traduisant ses priorités d'actions dans le secteur, avec des mesures de soutien et instruments politiques essentiellement axés vers l'intensification agricole.

En juin 2010, lors du Business Meeting de Dakar, les différents pays de la CEDEAO ont ainsi présenté leurs plans d'investissements nationaux, ainsi que le plan régional d'investissements. Cette rencontre a été suivie, dans les différents pays, de rencontres nationales (pour combler les gaps de financement des plans d'investissements nationaux). Des requêtes de financement ont également été adressées par certains pays auprès du GAFSP (Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire).

Il est prévue une équipe nationale de mise en œuvre du PNIA/PDDAA qui doit être au cœur de l'ensemble du processus du pays, mais aussi l'animateur central et gestionnaire principal du processus de mise en œuvre du PNIA/PDDAA. L'équipe doit jouer un rôle de coordination et de facilitation, et s'appuie sur diverses sources pour fournir l'appui technique et politique nécessaire. L'autorité de l'équipe nationale relève de la responsabilité du leadership de l'état. La principale responsabilité de l'équipe nationale est la coordination du processus de mise en œuvre et le S & E du PNIA.

2. Objectifs de l'atelier

L'objectif de cet atelier est de mettre en place une stratégie de mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA). De façon plus spécifique, il s'agira de:

- partager sur l'état de mise en œuvre du PNIA

- partager et discuter l'organigramme pour la coordination et le suivi/évaluation du PNIA
- élaborer une stratégie de mise en œuvre du PNIA et un plan d'action pour 2012.

3. Méthodologie

L'atelier mobilisera une trentaine de participants issus des départements impliqués dans la mise en œuvre du PNIA, les représentants des agriculteurs, de la société civile, du secteur privé, et des ONG ainsi que des partenaires au développement (voir liste détaillée des invités en annexe).

L'atelier se déroulera sur trois jours avec des présentations et échanges en plénières et travaux de groupe. Il sera modéré par Madame le Secrétaire Générale du Ministère de l'Agriculture.

4. Résultats attendus

- Les contraintes de mise en œuvre du PNIA sont connues et des solutions proposées
- L'organigramme de coordination et de suivi évaluation est partagé et validé
- Une stratégie de mise en œuvre du PNIA est élaborée
- Un plan d'action pour 2012 est élaboré

5. Calendrier d'exécution

L'atelier se déroulera sur trois (3) jours à l'hôtel NGor Diarama du mardi 21 au jeudi 23 février 2012.

Annexe 2 : Liste des documents présentés lors de l'atelier

1. PRESENTATIONS DES SECTEURS

- BILAN DES REALISATIONS DES PROJETS AGRICOLES EN 2011
- MISE EN ŒUVRE DES PROJETS ET PROGRAMMES DANS LE SOUS SECTEUR DE LA PECHE
- MISE EN ŒUVRE DU PNIA : VOLET ELEVAGE
- PNIA : SOUS SECTEUR FORET-ENVIRONNEMENT

2. PRESENTATION DE L'ORGANIGRAMME DU PNIA

3. PRESENTATIONS DES OBJECTIFS, DE L'AGENDA ET DE L'APPROCHE D'ANIMATION DE L'ATELIER

Annexe 3 : Listes des participants

N° D'ORDRE	PRENOMS & NOM	STRUCTURE	CONTACTS	
			E-mail	Téléphone/Fax
1.	MATAR GAYE	USAID/PCE	mgaye@pce.sn	77 546 04 59
2.	OUSMANE FALL	USAID/PCE	ofall@pce.sn	77 525 22 31
3.	MOHAMADOU LAMINE DIA	DAPS/MA	MIad63@hotmail.com	77 543 81 21
4.	SEYNABOU TOURE LAYE	MA	mmelaye@gmail.com	33 868 90 33
5.	SORA FALL	SAED	sorafalldp@yahoo.fr	77 445 48 99 33 938 22 00
6.	DELPHIN LEON DIATTA	CEPS/MEPN	Delphin71diatta@yahoo.fr	77 616 02 08
7.	TALLA GUEYE	INP	Tallagueye2010@hotmail.com	77 524 55 97
8.	OUMAR MOUSSA SILEYE DIALLO	USAID SEN.	omdiallo@usaid.gov	77 650 81 64
9.	MANDIR SECK	DHR/MACH	mandirseck@yahoo.fr	77 543 81 86
10.	BALLA DIOP	DAPS/MA	Balla26@gmail.com	77 457 56 62
11.	YOUSSOUPH CAMARA	PF/PNIA	Cafefse-@yahoo.fr convactionf@gmail.com	77 439 15 90

N° D'ORDRE	PRENOMS & NOM	STRUCTURE	CONTACTS	
			E-mail	Téléphone/Fax
12.	YACINE NGOM	ISRA-BAME	yacinengom@gmail.com	77 530 24 46
13.	MAMADOU FAYE	DA/MA	Mfaye41@yahoo.fr	77 641 32 71
14.	INSA SADIO	ANSD/MEF	Insa-sadio@ansd.sn	77 152 73 01
15.	DEMBA CAMARA	DIEA/MAE	demespc@gmail.com	77 571 14 63
16.	PAPA AMADOU SOW	CEP/MEM	Pamadou72@yahoo.fr	77 458 82 11 33 821 94 69
17.	CHEIKH NDIAYE	ANCAR/RSE	Toubasy5@gmail.com	77 419 55 75
18.	ALASSANE SECK	DAPS/MA	alassaneseck2000@yahoo.fr	77 578 25 17
19.	BABACAR SEMBENE	DCE/M.COM	papesembene@hotmail.com	77 513 16 95
20.	OUSMANE KA	DCE/M.COM	Gnaly1979@yahoo.fr	77 165 03 61
21.	ARONA NIANG	DAPS/MA	hortirone@yahoo.fr	77 648 85 34
22.	SOKHNA MBAYE DIOP	DAPS/MA	Soxna19@yahoo.fr	77 651 20 43
23.	MOUSSA MBAYE	DIREL/MEL	Msbaye58@yahoo.fr	76 684 52 65

N° D'ORDRE	PRENOMS & NOM	STRUCTURE	CONTACTS	
			E-mail	Téléphone/Fax
24.	TABARA D. THIAM	AFAO	afaosenegal@orange.sn	33 864 64 91
25.	PAPE FAMARA CAMARA	PF/PNIA	yafigara@gmail.com	77 506 44 73
26.	KHADY FALL TALL	AFAO/PNIA	afaosenegal@orange.sn	33 864 64 91
27.	IBRAHIMA NDIAYE	SE/CNSA	adjagnil@yahoo.fr	77 722 31 31
28.	MARIEME DIOP	CNCAS	mareme@cncas.sn	77 639 96 57 33 839 36 28
29.	EL. ABDOU GUEYE	USAID/PCE	agueye@pce.sn	77 651 40 48
30.	ABDOU SALL	AN.REVA	Sallabdou2@yahoo.fr	77 332 75 56
31.	BABACAR NDIAYE	AN.REVA	Babacarnddiaye22@yahoo.fr	77 529 72 23
32.	Waly DIOUF	Conseiller Technique MA	walydioufs@yahoo.fr	77 165 27 66
33.	GORGUI DJIBRIL DIALLO	DAPS/MA	Gorgui_diallo@yahoo.fr	77 638 99 10
34.	MICHEL SECK	CABINET MSC-SARL	Seck_michel@yahoo.fr	77 733 49 32
35.	Mme NIANG OUMOU KH. KONARE	SP/ DAPS	okniang@yahoo.fr	77 833 95 31
36.	Mme DIAGNE OUMOU KALS. KA	SP/DAPS	kaoumoudiagne@yahoo.fr	77 533 47 40

